- Quelle est la fréquence de réunion des Cellules de Suivi des Projets (CSP) ? Quelle en est composition ? Quelles sont les suites à une CSP ?

En fait il y a deux instances, mais aucune n'est appelée « cellule » :

- 1) la CSP, qui correspond à la réunion des chefs de service et de pôles, étendues aux responsables techniques de projets, qui est aussi appelé dans le document Comité de suivi de projets. Celui-ci se réunit une fois par mois, et permet l'échange d'information entre la direction, les services, les pôles et les projets, qui ensuite redistribuent l'information à leurs collègues ITA. Elle a lieu le même jour que la RSE et les informations de la direction sont très semblables pour les deux réunions.*
- 2) Les réunions ressources projets (RRP).
Les projets y sont généralement passés en revue 2 fois par an à périodes fixes. Ces réunions sont faites par projet et sont composées des responsables de service, de la direction, du responsable scientifique et du responsable technique du projet examiné.*

A la suite des RRP, la direction et les chefs de service finalisent la modification du tableau de charge prévisionnel et les diverses actions nécessaires à la bonne poursuite du projet dans la limite des moyens disponibles (attribution de ressources matérielle et humaine, complément de budget pour l'achat d'équipement, recherche de stagiaires ou contractuels, mise au point des demandes de moyens exprimées auprès des tutelles...). Cet arbitrage commun est conduit à l'issue de deux périodes d'audit et procède à la répartition des ressources globales, qui sont ensuite annoncées en RSE et CSP.

- Quelle est la répartition des forces techniques sur les projets ?

En FTE au 01/12/2017.

R&D	GRIF	HESS	CTA	ILD	LSST	Champ	FTK	ITK	HGTD	LHCb	DESI	Damic	Dark	Xenon	Trend
0,2	1,3	0,6	2,4	1,4	6,2	0,4	2,2	1,8	0,7	0,9	0,8	3,7	0,2	0,3	0,3

- Comment sont affectées les ressources sur les projets, d'après le dossier les responsables scientifiques formulent leurs demandes d'un coté via la RSR et de l'autre les affectations sont effectuées par la direction, la direction technique assistée des chefs de services. Sur quels critères lisibles des agents les ressources sont-elles affectées ? Par un affichage de la politique scientifique et des priorités ?

Pour les demandes nouvelles la RSR joue le rôle d'un mini conseil scientifique donnant un avis complémentaire sur le partage des ressources avec les projets en cours sur la base d'une présentation générale du projet.

La demande est affinée pour la préparation des RRP par les responsables du projet qui peuvent solliciter tout personnel technique. Un formulaire standardisé est proposé : découpage en tâches, évaluation des ressources nécessaires et projection sur 2 ans, demande de stagiaire, de postes et d'équipement, mise à jour du planning général, des budgets disponibles et tout autre point à signaler.

Sur la base de ce contenu, la RRP examine la demande et procède à une recherche de solutions préliminaires.

Les arbitrages ont lieu de façon globale après toutes les RRP, sur la base des critères suivants :

- *Nature de l'engagement (si projet déjà établi) : obligations contractuelles, accord de collaboration, degrés de formalisation*
- *Priorité de politique scientifique des tutelles, du laboratoire*
- *Disponibilité des ressources compatibles*
- *Maximisation du niveau de service aux projets en veillant à une répartition des ressources sur les équipes*

– Le conseil de laboratoire (CL) est-il consulté sur la stratégie scientifique et la gestion des ressources humaines ? Quelles sont les modalités de consultation du CL sur le budget, les clés de répartition sont elles discutées ?

Le conseil est consulté statutairement pour la titularisation des personnels et pour la gestion des ressources humaines.

Il est consulté sur la stratégie scientifique, en particulier l'émergence de nouvelles activités.

Il est consulté pour toute modification du règlement intérieur ou sur les dispositions prises sous forme de notes de service ayant un impact sur les conditions de travail.

Le conseil de laboratoire est informé du budget établi sur la base des notifications reçues de nos tutelles puis de l'état des dépenses à la date de convocation. Il est informé de l'utilisation des réserves budgétaires d'usage commun (mutualisation scientifique et technique). A l'approche de la fin d'exercice les reliquats peuvent faire l'objet de nouvelles répartitions en fonction des demandes exprimées par les projets. Les arbitrages sont discutés en RSR et RSE, le conseil tenu informé de l'état effectif à la date de convocation.

– Pouvez vous nous transmettre le règlement intérieur ?

Cf. pièce jointe

– Le Comité Local Hygiène et Sécurité et conditions de travail n'est-il pas plutôt une commission locale hygiène et sécurité ? En effet dans le cadre d'un comité, une réglementation précise s'applique

au sujet de sa composition, du nombre de réunions et de ses prérogatives.

Il s'agit en effet d'une structure créée dans le cadre de notre règlement intérieur qui n'est donc pas un comité au sens réglementaire.

Selon le règlement intérieur du LPNHE :

Le Comité Local d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CLHSCT)

Article 16 : Composition

Le comité local d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est une instance non paritaire, sa composition est la suivante :

- des représentants de l'administration (le Directeur du LPNHE, le(s) assistant(s) de prévention, la (les) personne(s) compétente(s) en radioprotection)*
- des représentants du personnel (4 représentants du Conseil de Laboratoire : 2 chercheurs et 2 ITA)*
- le ou les médecins de prévention pour le LPNHE.*
- des membres de droit (les ingénieurs de prévention et sécurité du CNRS Paris B, de l'UPMC, de l'UPD, le responsable de la cellule sûreté nucléaire et radioprotection de l'IN2P3)*
- des membres invités (le Directeur Adjoint, le Directeur Technique et l'Administrateur du LPNHE)*

Article 17 : Compétences

Le CLHSCT étudie, avec le Directeur, les questions d'hygiène, de sécurité et de condition de travail rencontrés dans l'unité et lui propose les mesures à mettre en oeuvre. Le comité prend connaissance des mentions portées au registre de santé et sécurité au travail, des rapports de visite de l'unité, ainsi que des recommandations proposées par les médecins de prévention et de tout rapport technique concernant la structure.

Article 18 : Fonctionnement

Le Comité est présidé par le directeur du laboratoire qui fixe l'ordre du jour. Il se réunit au moins une fois par an.

Les assistants de prévention assurent le secrétariat du CLHS.

Le directeur établit, signe et assure la diffusion du compte rendu de chacune des séances.

- Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) est-il accessible à l'ensemble du personnel ? Et si oui par quel biais ?

Le document unique ainsi que le "registre santé et sécurité au travail" sont consultables par l'ensemble du personnel, en version papier, auprès des assistants de prévention (2 personnes).

- Existe-t-il un cahier de laboratoire, est-il utilisé ?

Les cahiers de laboratoire sont en libre service auprès du service administratif, 15 à 20 sont délivrés chaque année.